

LES DEUX-SÈVRES

Fondateur : Th. MERCIER

Directeur : René GUYET

JOURNAL POLITIQUE, D'INFORMATIONS ET D'ANNONCES, PARAISSANT SIX FOIS PAR SEMAINE

BUREAUX : 1, rue Yver, NIORT

ANNONCES : 4 fr. 75 la ligne ; Réclames : 2 fr. 25 la ligne ; Chronique locale : 2 fr. 50 la ligne

Agence Havas, 62, rue de Richelieu, à Paris, est seule chargée de recevoir la publicité extra-régionale

Compte de Chèques postaux : René GUYET, 4384, Bordeaux

ABONNEMENTS

Un an	69 fr. 00
Six mois	34 fr. 50
Trois mois	18 fr. 00

ABONNEMENTS

Un an	73 fr. 00
Six mois	36 fr. 00
Trois mois	18 fr. 00

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Séance du mardi matin
LA MARINE MILITAIRE

La Chambre a adopté hier matin le budget de la marine militaire. Au cours de la discussion, M. Cadore, président de la Commission de la marine militaire a critiqué les accords franco-allemands, relatifs à la marine militaire, et a estimé que seule la confiance de toutes les nations pourrait réaliser le désarmement, et en attendant la France doit assurer la sécurité de ses relations avec ses colonies.

M. Bremond, du Var, ensuite a souligné la puissance des avions de bombardement, et des nouveaux croiseurs italiens et allemands, dont la valeur combattive est incroyable.

M. Tasso a regretté que les importations de charbon pour la marine militaire ne se fassent sous pavillon étranger.

M. Leygues s'est engagé à prêter tout son concours pour satisfaire les vœux français.

LES TRAVAUX PUBLICS

La Chambre a abordé ensuite la discussion du budget des travaux publics. M. Lacour, député du Nord, fait confiance au ministre pour occuper le plus possible l'ouvrage, notamment l'entretien des routes, afin de réduire le chômage. La suite de la discussion est renvoyée à une prochaine séance.

LES PROVOCATIONS ALLEMANDES

La Chambre est appelée à fixer la date de la discussion de l'interpellation Franklin-Bouillon, sur les mesures que le Gouvernement compte prendre en présence des violations répétées des traités de Versailles et Locarno par l'Allemagne. Développement sur l'interpellation. M. Franklin-Bouillon a rappelé les récents incidents des ponts d'Huningue, l'occupation des casernes de Kehl, puis de Spire et de Colmar par les troupes nazies. Il reproche au Gouvernement d'avoir toléré ces excès et d'avoir laissé multiplier des hommes et des avions.

M. Marin demande un débat spécial.

M. Paul-Boncour proteste contre les allégations de M. Franklin-Bouillon et dit que s'il s'est expliqué complètement devant la commission des affaires étrangères à ce sujet et qu'il avait donné des instructions très nettes qui furent exécutées. Pas un seul de ces actes, dit-il, n'est démenti sans que la France ne soit intervenue.

Les incidents ont cessé et nous restons vigilants, la Chambre peut avoir confiance.

M. Franklin-Bouillon dit qu'il veut interpellé, ce n'est nullement pour adouber le gouvernement, mais au contraire pour renforcer son action. Il insiste pour que le débat vienne jeudi.

M. Daladier, président du Conseil, intervient ensuite.

Les seuls respectueux avant que quelque chose de sérieux soit dit, c'est de bien ne pas faire, rien ne sera signé sans qu'il ait fait connaître sa volonté.

« Si je ne refuse à fixer une date à l'interpellation de M. Franklin-Bouillon, c'est parce que nous sommes à une heure où les débats de politique extérieure amorcés dans l'Europe prennent toute leur complexité et parce que ce serait la plus grande des imprudences que d'en charger un tel enjeu en ce moment. »

Toutefois, la Chambre se sépare pas sans qu'un grand débat de politique extérieure se soit engagé. Le serait peut-être le premier à se réclamer. En terminant, le président du Conseil tient à rendre hommage à M. Macdonald pour sa loyauté, comme il rend hommage à M. Mussolini.

M. Daladier ajoute qu'il faudrait bannir cette espèce de psychologie de guerre qui rien ne justifie, c'est du moins ce qu'il dit.

Le renvoi des interpellations à la suite est finalement voté par 369 voix contre 212.

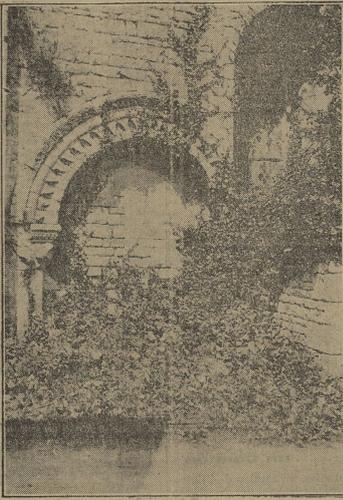
LES TRAVAUX PUBLICS

La Chambre reprend à 16 heures la discussion du budget des Travaux publics. On entend la fin du discours de M. Devez. Puis, après plusieurs interventions, comme il reste encore 34 orateurs inscrits à entendre, la suite de la discussion est renvoyée à la séance de nuit.

M. Germain pose alors une question sur les raisons pour lesquelles malgré un assistant usagé la Chancellerie refuse la communication des dossiers de condamnés aux avocats qui établissent des mémoires en révision.

M. Pannier, garde des Sceaux, se défend d'avoir voulu couvrir des erreurs et d'un décret de 1929 a réglé la question. M. Pannier promet que les dossiers seront communiqués dans la plus large mesure.

La Poésie des Ruines



Nous annonçons, d'autre part, la publication d'une monographie sur la localité de Sicoy, près de Niort, et en vauit par des végétations sauvages qui lui donnent une apparence d'un abandon non dépourvu de charme, le portail sud de la petite église romane.

Terrible catastrophe

L'AVION COLOGNE-LONDRES S'ÉCRASE EN FLAMMES EN BELGIQUE

L'avion anglais du service régulier Cologne-Bruxelles-Londres, parti de Brest à 13 h. 36, s'est abattu en flammes, en plein champ, sur le territoire de la petite commune d'Essen, à une trentaine de kilomètres au nord de Dixmude.

L'avion, un trimoteur de 1200 CV, piloté par l'anglais Lecky, avait à bord douze passagers : un Belge, huit Anglais, trois Allemands, et trois hommes d'équipage.

Les quinze personnes ont été tuées. L'appareil, transporteur de vingt places, transportait également 450 kilogrammes de fret et de poste.

Jusqu'à présent, la gendarmerie, qui est sur place, est parvenue à dégager de l'appareil complètement carbonisé les cadavres du pilote, du mécanicien, et de quatre personnes, dont une femme.

Le Parquet de Furnes, alerté, s'est rendu sur les lieux, ainsi qu'un ingénieur des services techniques de l'Aéronautique civil belge.

Poursuivant ses travaux de dégagement, la gendarmerie a retiré des débris de l'appareil plusieurs valises à demi consumées.

On a retrouvé à des distances variant de 30 à 300 mètres du point de chute de l'appareil anglais, les cadavres de quatre personnes.

On pense que collecté et tenté de se sauver en sautant de l'avion en plein vol. Les débris de l'appareil jonchaient le sol dans une circonférence de 300 mètres de diamètre environ.

Le corps d'une femme a été transporté à la morgue de Dixmude.

Le gendarmier a recueilli trois colis postaux, presque complètement intacts. Ces colis ont été remis au parquet de Furnes qui en assure la transmission à Londres.

CONDOLEANCES BELGES

Aussitôt qu'il en a connaissance de l'accident, M. Forthomme, ministre des Transports de Belgique, a immédiatement télégraphié au ministre des Aériens de l'air pour lui exprimer la part que la Belgique prend au deuil qui frappe l'Aéronautique anglaise.

LES NOMS DES VICTIMES SONT TENU SECRETS

Huit passagers étaient montés à Bruxelles à bord de l'avion anglais sinistré. Les autres passagers avaient pris place à Cologne.

Les six instructions venues de Londres dit-on, à révéler les noms des victimes, ont été refusées, et d'abord pour prévenir elles-mêmes les familles.

NOUVELLES PARLEMENTAIRES

Le groupe socialiste délibère. A l'issue de sa réunion, le groupe socialiste a communiqué la note suivante : « Le groupe socialiste s'est réuni mardi matin, sous la présidence de M. Fortin. Les représentants du groupe à la Commission des Finances, ont rendu compte de leur entrevue avec le ministre du Budget, relativement à la loi de finances. »

Le groupe a confirmé sa décision de l'accepter aucun texte frappant les Anciens Combattants et aucun relèvement des droits de douane sur les cafés. Il n'acceptera pas non plus que les traités civils soient soumis à un préliminaire.

Il a réservé pour une prochaine séance, sa décision sur les amendements qu'un envisage de déposer pour information. Le bureau et ses commissaires aux Finances verront les représentants du groupe radical-socialiste.

Le groupe se réunira de nouveau dans la journée de jeudi.

M. PAUL-BONCOUR S'EST ENTENDU CET APRES-MIDI PAR LE COMMISSION DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

La Commission des Affaires étrangères de la Chambre doit entendre, cet après-midi, M. Paul-Boncour, qui repartira à un certain nombre de questions relatives à la politique extérieure, telle que l'affaire de Hirtelberg, le projet de pacte de Rome et le problème des dettes de guerre entre autres, tel qu'il se trouve posé dans la proposition de M. René Ri chard, invitant le Gouvernement à effectuer le vœu formulé aux États-Unis de l'échéance du 15 décembre dernier.

NOUVELLES

A Akron (Ohio), un ecclésiaste de 15 ans est arrêté pour avoir tenté de passer la frontière canadienne avec 21.000 dollars à Mme Lindbergh.

La campagne antisémite allemande

UN MEETING DE PROTESTATION MONSTRÉ A NEW-YORK

La réunion de protestation contre les excès antisémites en Allemagne, organisée à New-York par les organisations juives américaines, a attiré une affluente sans précédent. Dès 10 heures, Madison Square Garden recevait plus de 30.000 auditeurs et devait clore ses portes, 1.027 personnes à pied et à cheval, 250 détachés occupaient tout le quartier. La circulation était interrompue dans un grand rayon. Aux abords de la salle, comme la foule ne cessait d'arriver, deux autres réunions ont été improvisées sans pouvoir accueillir tous les auditeurs.

Des hauts parleurs ont été installés aux portes des trois salles, et des discours ont été ainsi retransmis à la foule qui se pressait dans les rues et qui a entendu, entre autres orateurs, le maire de la ville, M. J.-O. Brien, l'ex-gouverneur Al Smith, l'évêque Manning, le rabbin Stephen Wise, le sénateur Robert Wagner, etc.

Trois cents meetings du même genre ont eu lieu en même temps dans d'autres villes de l'Est des États-Unis.

EN POLOGNE

Un groupe d'étudiants israéliens s'est rassemblé devant le consulat d'Allemagne pour protester contre les brimades infligées à leurs compatriotes. La police a dispersé les manifestants.

BAGARRE ET ARRESTATIONS

Des manifestations ont eu lieu lundi contre les arrestations de éléments hitlériens en Allemagne à l'égard des juifs. Une vingtaine de personnes ont été arrêtées pour faits de circulation.

UNE DECLARATION DU COMITÉ FRANÇAIS D'ACCUEIL ET D'AIDE AUX VICTIMES DE L'ANTISEMITISME

Le comité d'accueil et d'aide aux victimes de l'antisémitisme allemand, qui s'est constitué à Paris, publie une déclaration disant que la conscience française redoute que la laborieuse assistance de la juifs, qui amoins le monde, soit mise en péril par ce nouvel attentat de la force contre le droit.

BOYCOTTAGE EN PALESTINE

Les Israélites ont organisé, dans toute la Palestine, une violente campagne de boycott des produits et des films allemands. Un signe de protestation contre les persécutions dirigées contre les juifs en Allemagne.

UN INCIDENT ENTRE LE MARECHAL PETAIN ET UN DEPUTE DE GAUCHE

Le maréchal Petain, inspecteur général de la Défense aérienne, était mardi à Orléans, où il a conféré avec les autorités civiles et militaires sur la défense des populations civiles du Loiret en cas de guerre.

Parmi les personnalités figuraient M. Jean Zay, député radical-socialiste. Mais le maréchal Petain a brusqué sa présence et le député de Sen aller, le député n'étant pas maire, et n'ayant rien à voir dans ce questions.

M. Jean Zay se retirera alors en annonçant son intention d'interpeller le président du Conseil, ministre de la Guerre sur les droits du parlement en matière de contrôle de la défense nationale.

LA GUERRE EN MANDCHOURIE

Deux avions japonais ont bombardé le siège d'une mission catholique américaine, à quelques kilomètres à l'est de Pékin.

Trois bombes aériennes ont été jetées et neuf Chinois, hommes, femmes et enfants auraient été tués. Les missionnaires eux-mêmes auraient échappé de justesse à la mort.

Le message ajoute qu'au moment du bombardement, le drapeau américain flottait en évidence sur la maison occupée par la mission.

Les grands Raids aériens

L'ÉQUIPAGE DE L'« ARGEN-CIEL » A QUITTE DAKAR POUR NATAL

L'« Argen-Ciel », assurant le courrier France-Amérique, a quitté Dakar à 9 heures 55 à destination de Natal, ayant à bord les aviateurs Mermoz, capitaines Carpentier et Mallou, le radiotélégraphiste Leclercq, le compositeur l'équipier de l'« Argen-Ciel », ainsi que M. Terdard, directeur de l'Aéropostale.

Le « Argen-Ciel » doit arriver de Natal dans les premiers jours d'avril pour revenir en France.

A GENÈVE

LA CONFÉRENCE DU DÉSARMEMENT S'EST AJOURNÉE AU MARDI 25 AVRIL, APRÈS AVOIR DÉCIDÉ, À L'UNANIMITÉ, DE PRENDRE LE PROJET DE CONVENTION DU DÉSARMEMENT, PRÉSENTÉ PAR LA DÉLÉGATION DU ROYAUME-UNI, COMME BASE DE SES DISCUSSIONS ULTÉRIEURES.

LE CONTINENT A INCORPORER EN OCTOBRE 1933

La fraction de continent à incorporer au mois d'octobre 1933, comprennent sept de jeunes gens allemands, mis entre le premier mai inclus et le 30 novembre de l'année 1912.

A L'ÉTRANGER

EN ALLEMAGNE

LA DISSOLUTION DU CASQUE D'ACHIER DANS LE BRUNSWICK

Un gros incident, susceptible d'avoir de graves conséquences, s'est produit à Brunswick.

Dans tout l'État de Brunswick, les formations du Stahlhelm faisant partie de la police auxiliaire ont été désarmées par la police auxiliaire nazie sur l'ordre du ministre de l'Intérieur national socialiste Sings.

On apprenait par la suite que M. Kinges avait annoncé la dissolution immédiate du Stahlhelm et des organisations affiliées pour tout l'État de Brunswick.

Le chef des Casques d'acier de l'État de Brunswick, M. Schrader, a été arrêté à son domicile, à Wolfenbützel.

Cette arrestation a été suivie, dans la nuit, d'environ 1.500 autres. Ces 1.500 personnes, qui comprennent 200 membres du Casque d'acier et policiers auxiliaires du Stahlhelm et environ 1.300 soldats démocrates et communistes, sont gardés prisonniers dans le bâtiment de l'Assistance malade par de forts contingents de troupes racistes armés de carabines.

Le ministre de l'Intérieur de l'État de Brunswick a pris ce matin l'arrêt suivant :

« Selon des renseignements en ma possession, le Stahlhelm de l'État de Brunswick a accepté dans ses rangs de nombreux membres émanant d'organisations marxistes, entre autres des groupements membres de la Reichsbanner et du parti socialiste. Ces organisations étant donc un grave danger pour le mouvement national, je dissous purement et simplement le Stahlhelm de l'État de Brunswick. »

AUX ÉTATS-UNIS

M. ROOSEVELT REÇOIT M. STERN

M. Jacques Stern, député des Basses-Alpes, ancien ministre, a été reçu hier, à la Maison Blanche, par M. Franklin Roosevelt.

Dans une conversation très cordiale, qui a duré près d'une demi-heure, le président des États-Unis et M. Stern ont abordé la plupart des problèmes économiques auxquels sont intéressés la France et les États-Unis.

LE BOYCOTTAGE DES MARCHANDISES ALLEMANDES

Les Juifs à travers le monde et spécialement en Angleterre, indigènes du mouvement à persécuter les Juifs, boycottent les marchandises allemandes. Voici des pancartes devant une boutique londonienne préconisant le boycottage des marchandises allemandes.



(Cotton, Paris).